

Manif anti-Erdogan: la Turquie voit rouge

SUISSE-TURQUIE Une banderole anti-Erdogan, déployée lors du rassemblement de samedi à Berne, suscite l'ire d'Ankara. La police ouvre une enquête. Les organisateurs de la manifestation plaident non coupables. Les milieux autonomistes de gauche dans le viseur

MAGALIE GOUMAZ, BERNE
@magaliegoumaz

Le soleil brillait, samedi après-midi à Berne. La manifestation pour la démocratie en Turquie se déroulait pacifiquement. Des milliers de personnes y participaient. Des Kurdes, bien sûr, mais aussi des syndicalistes, des militants de gauche ou de mouvements associatifs. Sauf qu'au fond de la place Fédérale, un groupe d'autonomistes de gauche en a décidé autrement. En brandissant une affiche anti-Erdogan, ils ne sont pas passés inaperçus et suscitent aujourd'hui l'ire d'Ankara, quelques jours à peine après la visite en Suisse du ministre des Affaires étrangères, Mevlüt Cavusoglu.

L'ambassadeur en poste en Turquie a été convoqué pour des explications. «Walter Haffner a été convié à notre ministère (des Affaires étrangères) où notre malaise lui a été communiqué [...]. Il a été dit à l'ambassadeur que les coupables devaient être traduits en justice», ont indiqué dimanche à l'ATS des responsables turcs sous le couvert de l'anonymat. Samedi, c'est la consule à Istanbul qui a été appelée à donner des explications et Mevlüt Cavusoglu a eu un entretien téléphonique avec le conseiller fédéral Didier Burkhalter.

M. Erdogan a vivement critiqué les autorités suisses lors d'un discours à Istanbul dimanche: «Vous récolterez ce que vous avez semé», a-t-il lancé, sous les huées de la foule. Il reproche également aux autorités helvétiques de soutenir un mouvement terroriste, à savoir le PKK.

Sur la place Fédérale samedi. Une manifestation qui a soulevé la colère en Turquie. «Vous récolterez ce que vous avez semé», a réagi le président Erdogan. (KEYSTONE/PETER KLAUNZER)



«Une affiche inacceptable»

«Kill Erdogan with his own weapons» (traduction: tue Erdogan avec son propre fusil), pouvait-on lire sur cette pancarte montrant le président turc avec un pistolet près de son visage. «Je n'ai rien vu», explique Paul Rechsteiner, un des orateurs du jour. Le président de l'Union syndicale suisse (USS) et sénateur (PS/SG) s'est bien gardé de tenir un discours politique face à la foule. Il a évoqué les droits fondamentaux et explique ne pas s'être attardé sur la place. Autre oratrice du jour, la conseillère nationale Laurence Fehlmann Rielle (PS/GE) a pour sa part évoqué à la tribune les relations entre la Suisse et la Turquie. Ce dimanche, elle déplore le fait qu'Erdogan se pose en victime. «Il récupère cette affaire à son avantage, pour montrer à son électorat qu'il est ferme.»

C'est bien avant la partie officielle que des tensions sont nées entre les organisateurs de la manifestation et les autonomistes de gauche. «Cette affiche est inacceptable», lance Peter Hug, secrétaire politique au Parti socialiste suisse, chargé des affaires internationales. A ce titre, il était membre du comité d'organisation et il explique les dessous de cette affaire. «Nous étions déjà inquiets plusieurs jours avant la manifestation de samedi. Nous avons pris contact à plusieurs reprises et en utilisant plusieurs canaux pour inviter ces personnes actives dans les milieux antifascistes à respecter nos règles. Nous ne voulions pas de provocation. Nous leur avons clairement fait comprendre que cette manifestation était la nôtre, pas la leur.» La police bernoise était également au courant, et un service

d'ordre interne de près de 150 personnes devait assurer le bon déroulement de la journée, confie-t-il.

«Nous ne voulions pas ça»

Mais d'autres règles n'ont pas été respectées, regrette Peter Hug. Il y a eu un appel à un rassemblement devant la Reitschule, à 13h, soit avant la manifestation officielle, d'où un mouvement est parti et a marché à travers la ville en direction de la place Fédérale, sans autorisation. «Je suis fâché, nous ne voulions pas ça», conclut le socialiste, qui regrette qu'une poignée de personnes puisse ainsi occuper le terrain. Conclusion: «On parle d'eux et pas de nous et des valeurs que nous défendons, comme les droits humains et la démocratie.» Le Ministère public régional Berne-Mitteland a ouvert

dimanche une procédure pénale. La Ville de Berne portera également plainte. Responsable de la sécurité, Reto Nause estime que l'affiche déployée constitue un «appel à la violence». Mais il n'a pas précisé contre qui la plainte était dirigée, les organisateurs ou le groupuscule qui a semé le trouble.

La manifestation de samedi était organisée par une coalition de diverses organisations, dont des associations kurdes mais aussi le Parti socialiste suisse, les Verts et SolidaritéS. Soutenue notamment par les syndicats, elle était placée sous le slogan «Liberté, paix, Etat de droit et démocratie en Turquie – Non à la répression, la guerre et la dictature». Les organisateurs appelaient la population en Suisse à prendre part à cette manifestation, afin de démontrer sa soli-

darité avec les personnes emprisonnées ou poursuivies en Turquie. Depuis le putsch manqué, de nombreuses arrestations ont eu lieu.

Un contexte tendu

Les organisateurs savaient qu'ils prenaient des risques, connaissant le contexte tendu. Les Turcs sont conviés aux urnes le 16 avril prochain pour un référendum. Enjeu: le renforcement du pouvoir présidentiel. Plusieurs pays européens ont interdit des meetings sur leur sol. La Suisse n'est pas allée jusque-là, misant sur le dialogue. Un rassemblement prévu à Zurich a cependant été annulé. Lors de son passage en Suisse jeudi, le ministre des Affaires étrangères a rencontré des compatriotes à l'ambassade turque. ■

PUBLICITÉ

45^e Salon International des Inventions de Genève

29 mars > 2 avril

Patronné par: La Confédération Suisse, La République et canton de Genève, La Ville de Genève et L'Organisation Mondiale de la Propriété Intellectuelle - OMPI

palexpo Bilan inventions geneva inventions-geneva.ch

Les Femmes socialistes optent pour le pragmatisme

PRÉVOYANCE VIEILLESSE Travailler une année de plus mais obtenir une meilleure retraite: samedi à Berne, les Femmes socialistes ont accepté ce compromis

En novembre 2017, les Femmes socialistes suisses fêteront le 100^e anniversaire de leur mouvement. Samedi à Berne, elles ont admis que la réforme Prévoyance vieillesse 2020 n'était pas un cadeau. Mais par pragmatisme et faute de mieux, les déléguées l'ont approuvée.

La réforme a ainsi franchi un nouvel obstacle. Après l'Union syndicale suisse (USS) vendredi, les Femmes socialistes ont accepté samedi à Berne de travailler une année de plus, soit jusqu'à 65 ans, en échange d'une amélioration des rentes. Avec un score plus que confortable compte tenu de l'enjeu: soit 50 oui contre 19 non. Deux propositions, la première de ne pas prendre position et la seconde d'opter pour la liberté de vote, ont été rejetées.

La partie était loin d'être gagnée car les femmes paient en grande partie la facture de la réforme que le parlement vient d'adopter. En

acceptant de repousser l'âge de leur retraite, elles laissent environ 1,2 milliard de francs suisses dans les comptes de l'AVS. En contrepartie, elles toucheront – comme les hommes – un bonus mensuel de 70 francs. Les changements dans le 2^e pilier, contenus dans le paquet, leur sont également favorables puisqu'ils améliorent le sort des bas revenus et des temps partiels.

Du côté des opposantes, on parle «de bonbons» qui ne justifient en rien de travailler une année de plus. Mais une majorité a pris conscience que dans le contexte politique actuel, il leur serait difficile d'obtenir mieux. «Nous n'aurons jamais un parlement de gauche», a résumé l'une d'entre elles.

Ruth Dreifuss s'implique

L'ancienne conseillère fédérale Ruth Dreifuss était présente à l'assemblée. Bien que favorable à la réforme, elle est restée en retrait du débat. Par contre, elle a rappelé son combat pour la 10^e révision de l'AVS, acceptée par le peuple et entrée en vigueur en 1997. Ce paquet contenait plu-

sieurs avancées sociales, en contrepartie déjà d'un relèvement progressif de l'âge de la retraite des femmes. Les socialistes le soutenaient alors que l'Union syndicale suisse lançait le référendum. «Nous avons eu des moments de tension, avoue-t-elle. Et nous sommes dans la même situation aujourd'hui. Mais la politique, c'est quoi? C'est faire des choix. On n'obtient jamais tout ce qu'on veut.» Dans un entretien accordé au *Matin Dimanche*, Ruth Dreifuss argumente: «En rejetant cette réforme, on ne fera pas avancer la marche vers l'égalité des salaires ou la création des crèches.» Et elle le pressent: «Un échec de ce paquet en votation populaire serait inévitablement interprété comme une victoire de la droite. Elle se mobilise massi-

vement contre ce projet et un refus la mettra en position de force pour poursuivre sa volonté de démantèlement de la prévoyance vieillesse.»

Au tour du PS

«Ne nous divisons pas», a aussi lancé samedi Maria Bernasconi, ancienne présidente des Femmes socialistes. «Accepter, ce n'est pas abdiquer», a poursuivi Sarah Constantin, élue au Grand Conseil valaisan. Les Femmes socialistes ont d'ailleurs immédiatement discuté d'un projet de résolution contenant nombre de revendications pour que l'égalité se traduise dans les faits.

Par ce vote, la réforme d'Alain Berset obtient un soutien de poids. La semaine prochaine au Tessin, ce sera au tour du Parti socialiste suisse d'ouvrir le débat. Son président, Christian Levrat, souhaite organiser au mois d'avril un vote général, ouvert à tous les membres. La Jeunesse socialiste suisse se prononcera pour sa part le 6 mai. Elle a cependant déjà décidé de ne pas participer au référendum que veulent lancer certaines sections syndicales. ■ M. G.

Avec ce vote, la réforme d'Alain Berset obtient un soutien de poids